

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

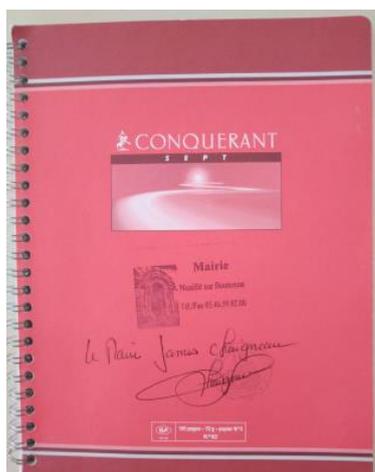
par Marie-Anne Chabin, 2024-2025

# Nuillé-sur-Boutonne

code INSEE : 17268

192 habitants

Communauté de communes de Vals de Saintonge Communauté



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W261) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format à spirale, couverture rouge, petits carreaux, 100 pages.

Couverture portant le tampon de la commune (avec photo), ainsi que la signature du maire ; pas de titre.

1 contribution.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

**Mettre en place le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)** afin de rendre un peu de pouvoir au peuple

La démocratie représentative est inévitable, et souhaitable sinon le pays serait soit un chaos, soit une dictature mais peut-on dire que quelqu'un qui a obtenu 25% des voix représente la population du pays ?

**Mettre les allocations familiales dès le 1er enfant et les supprimer à partir de 7000€ de revenus net dans le foyer**

**Plafonner les allocations chômage à 2000€** On peut comprendre qu'il y ait de différences de rémunérations entre des personnes qui exercent une activité mais quand on ne fait rien, c'est très discutable.

**Réfléchir à un Revenu Minimum Universel**, qui ne serait pas une alternative à l'exercice d'une profession mais la garantie de ne pas se retrouver complètement démuné. Il faut penser en termes d'activité plutôt que de travail. De nombreuses activités utiles à la société ne sont pas rémunérées( travail associatif) ou mal rémunérées( professions para-médicales). Ce revenu minimum permettrait de ne pas rechercher frénétiquement à gagner de l'argent mais à trouver une activité où l'on s'épanouit. On est plus efficace dans son travail quand il vous plaît. Il ne faut pas non plus ramener les avantages d'une profession uniquement au montant du salaire. Le temps libre, les conditions de travail confortables sont des plus-values qui peuvent compenser des salaires relativement modestes.

**Sur le plan local, faire fonctionner la maison de santé d'Aulnay**

Comment se fait-il que les élus du secteur ne se soient pas penchés sur cet énorme investissement public qui ne sert momentanément à rien ?

N'est-il pas possible de salarier des médecins (et autres professionnels de santé) et de récupérer les paiements SS et mutuelles ?

Le premier souci de la population rurale est l'accès aux soins et l'âge des médecins généralistes sur les secteurs d'Aulnay et Loulay fait que ce souci va devenir une véritable angoisse. A ma connaissance, rien n'a été tenté dans nos territoires pour résoudre ce problème.

#### Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Dactylographié (2 pages agrafées), 80 lignes, 897 mots (femme)**

**Mettre en place le référendum d'initiative citoyenne (RIC)** afin de rendre un peu de pouvoir au peuple.

La démocratie représentative est inévitable, et souhaitable sinon le pays serait soit un chaos, soit une dictature, mais peut-on dire que quelqu'un qui a obtenu 25 % des voix représente la population du pays ?

**Mettre les allocations familiales dès le 1<sup>er</sup> enfant et les supprimer à partir de 7000 € de revenus nets dans le foyer.**

**Plafonner les allocations chômage à 2000 €.** On peut comprendre qu'il y ait des différences de rémunérations entre des personnes qui exercent une activité mais quand on ne fait rien, c'est très discutable.

**Réfléchir à un revenu minimum universel**, qui ne serait pas une alternative à l'exercice d'une profession mais la garantie de ne pas se retrouver complètement démuné. Il faut penser en termes d'activité plutôt que de travail. De nombreuses activités utiles à la société ne sont pas rémunérées (travail associatif) ou mal rémunérées (professions paramédicales). Ce revenu minimum permettrait de ne pas rechercher frénétiquement à gagner de l'argent mais à trouver une activité où l'on s'épanouit. On est plus efficace dans son travail quand il vous plaît.

Il ne faut pas non plus ramener les avantages d'une profession uniquement au montant du salaire. Le temps libre, les conditions de travail confortables sont des plus-values qui peuvent compenser des salaires relativement modestes.

**Diminuer drastiquement les rémunérations des élus.**

L'engagement politique devrait être un engagement bénévole. L'attrait du pouvoir et la reconnaissance des citoyens sont des moteurs suffisants. C'est une mesure qui ne pourra intervenir que si il y a une pression très forte du peuple car les élus se sont octroyés au fil des décennies quantité d'avantages de manière discrète et ils n'y renonceront (sauf une infime minorité) que contraints.

Il est bien évident que les personnes qui laissent un emploi pour occuper un mandat doivent percevoir des indemnités suffisantes mais si on s'alignait sur 2 fois le salaire médian des Français, on ferait déjà de belles économies.

Cela éviterait également que les représentants du peuple soient déconnectés des réalités.

**Supprimer les avantages donnés aux anciens présidents de la République.**

On leur souhaite longue vie mais ils nous coûtent trop cher, trop longtemps (et avec M. Macron, on n'en verra pas le bout).

**Remettre les 14 tranches d'imposition.**

Le phénomène de ruissellement que M. Macron escomptait en supprimant l'impôt sur la fortune n'existe pas.

Les plus riches devraient s'honorer de participer à la solidarité.

Globalement, il ne faut pas souhaiter payer moins d'impôts, il faut qu'ils soient répartis et utilisés équitablement.

**Mettre une taxe sur les transports aériens.**

Quelqu'un qui a les moyens financiers de prendre l'avion peut payer 10 € de plus sur son billet. Le kérosène serait-il moins polluant que le gazole ?

Les aides financières aux agriculteurs ne doivent pas être calculées en fonction de la surface exploitée mais du mode de culture et d'élevage. Il faut cesser la course au gigantisme et permettre à des jeunes non issus du milieu agricole d'exercer ce métier. On ne devrait pas avoir besoin de posséder la terre pour la travailler. Il faut revenir à de petites fermes respectueuses de l'environnement qui nourrissent la population alentour. La restauration collective (écoles, hôpitaux, maisons de retraite) devrait être tenue de se fournir localement. On peut très bien imaginer aussi que l'État subventionne les paysans

en tant que protecteurs de la biodiversité et des paysages. Ils assurent en quelque sorte un service public et doivent être aidés pour cela.

**Obliger les médecins à l'issue de leurs études à exercer pendant une durée déterminée là où les praticiens ne sont pas assez nombreux.** Cela vaut pour les spécialistes également.

Les études de médecine sont payées par la collectivité et les honoraires des médecins également. On peut également ne pas rembourser les consultations de ceux qui s'installent dans un secteur où l'offre est suffisante.

Une autre solution serait d'interdire aux médecins remplaçants de faire toute leur carrière en tant que remplaçants (j'ai entendu ce propos de la bouche d'un médecin).

Mieux rémunérer les généralistes et interdire les dépassements d'honoraires.

**Sur le plan local, faire fonctionner la maison de santé d'Aulnay.**

Comment se fait-il que les élus du secteur ne se soient pas penchés sur cet énorme investissement public qui ne sert momentanément à rien ?

N'est-il pas possible de salarier les médecins (et autres professionnels de santé) et de récupérer les paiements SS et mutuelles ?

Le premier souci de la population rurale est l'accès aux soins et l'âge des médecins généralistes sur les secteurs d'Aulnay et Loulay fait que ce souci va devenir une véritable angoisse. À ma connaissance, rien n'a été tenté dans nos territoires pour résoudre ce problème.

**Remettre du service public dans nos villages**, ce qui n'est pas forcément contradictoire avec les regroupements de communes si les économies réalisées sont réinvesties au service de la population.

Exemples concrets de regroupements possibles :

**Nuillé / Blanzay / Saint-Georges ou Nuillé / Saint-Pardoult / Saint-Pierre de l'Isle.**

15 conseillers municipaux, 3 adjoints (issus des 3 communes), chacun maire à tour de rôle.

Utilisation des anciennes mairies pour créer des multiservices tenus par des personnes rémunérées par la collectivité :

ordinateurs à disposition avec assistance à l'utilisation

présence ponctuelle des administrations (impôts, CAF, pôle emploi, Sécurité sociale...)

point poste

bar

épicerie, dépôt de pain

vente de produits locaux

permanence d'un conseiller municipal

point tourisme

coin livres

....

[Signature]

[Prénom NOM]

[Adresse]

[FIN]